

5 février 2011 08h41 | Par **Bernard Broustet**

Blanquefort : Vive montée de tension dans l'usine First-Ford

Déçus par la visite d'un haut dirigeant, des centaines de salariés ont débrayé.



Judi, un panneau Ford symbolique avait été dressé. PHOTO S. LARTIGUE

Le début de matinée a été agité hier à l'usine First-Ford de Blanquefort, où 300 à 500 salariés, ont cessé le travail, et fermement invité Laurent Dudych, patron du site, à échanger avec eux sur les perspectives de l'usine.

Présenté comme spontané par les syndicats, ne découlant d'aucun mot d'ordre explicite, le mouvement a démarré sur la ligne d'assemblage d'un des deux modèles de boîtes de vitesses, avant de s'étendre à l'autre ligne, puis à divers ateliers.

Cette mobilisation intervenait au lendemain de la visite de Ken MacFarlane, vice-président de Ford Europe. Reparti sans annoncer le grand projet structurant sur lequel comptent les salariés pour assurer l'avenir du site, le dirigeant de Ford semble avoir déçu les syndicats et le personnel. Quant aux grands élus locaux, Alain Juppé, Alain Rousset, Philippe Madrelle, et Vincent Feltesse, ils déplorent de n'avoir pu rencontrer l'intéressé depuis plusieurs semaines. Ils le lui ont fait savoir dans un courrier (« Sud Ouest » d'hier) où ils rappellent que « l'accompagnement financier de leurs collectivités »... sera aussi nécessaire que celui de l'État.

Vincent Feltesse a eu l'occasion de développer ce point de vue en direct avec les salariés. Alerté par le secrétaire (CGT) du comité

d'entreprise, Gilles Penel, le maire de Blanquefort s'est rendu ventre à terre à l'usine où il est tombé au milieu d'une discussion tendue entre Laurent Dudych et les grévistes. Vincent Feltesse devait nous déclarer par la suite qu'il trouvait la stratégie de Ford « illisible », et déplorait les méthodes de travail du groupe.

Après le départ de l'édile, resté une demi-heure sur le site, le travail a repris. Mais l'inquiétude de nombreux salariés est loin d'être dissipée, comme le soulignaient certains, interrogés en fin de service. « On nous mène de 45 jours en 45 jours, mais on ne voit pas grand-chose venir », soulignait Bernard. « Les grands projets, il faut parfois des années pour les mettre en place », rappelait Frédéric. « Or, la fabrication de boîtes pour les États-Unis va s'arrêter dans quelques mois. »

Le recours au chômage partiel

Beaucoup ont sans doute mal perçu que Ken MacFarlane insiste sur la nécessaire amélioration de la compétitivité, sans annoncer de perspectives concrètes sur un projet d'ampleur. Échaudés par quatre ans d'incertitude, et de plans stratégiques mort-nés ils savent que le recours à une forme ou une autre de chômage partiel est sans doute inéluctable à partir du courant du dernier trimestre. « Mais au moins », dit Gilles Penel, « il nous faut la certitude qu'on aura quelque chose derrière ». Les syndicats comprendraient mal que Ken MacFarlane revienne à Blanquefort avec des mains pas plus remplies que jeudi. Sans attendre son retour, ils pourraient faire monter très vite la pression. Un droit d'alerte par le comité d'entreprise figure parmi les options sérieusement envisagées. Mais ce ne sera sans doute pas tout.